ISSN: 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)
https://perspectivesplurielles.net/

Perspectives PLURIELLES

Revue scientifique

ARTS, LETTRES ET LANGUES | SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

N°3 – Août 2026

TOME II – SÉRIE 1

Sciences Humaines et Sociales

Éditeur :

UFR Communication et Société

Université Alassane Ouattara

(Côte d'Ivoire)

PERSPECTIVES PLURIELLES

Tome II — Série 1
(Sciences Humaines et Sociales)
Territoires, sociétés et développement

N°3 — Août 2026

ISSN : 3105-8485 (L) | 3105-8493 (P)

Adresse postale : BP v 18 Bouaké 01
Contact : +225 0757504341
https://perspectivesplurielles.net/
revueperspectivesplurielles@gmail.com

RÉFÉRENCEMENT ET INDEXATION

Scientific Journal Impact Factor

TOGETHER WE REACH THE GOAL

https://sjifactor.com/passport.php?id=24999

SJIFactor

Scientific Journal Impact Factor

CERTIFICATE OF INDEXING (SJIF 2026)

This certificate is awarded to

Perspectives Plurielles
(ISSN: 3105-8485 (E) / 3105-8493 (P))

The Journal has been positively evaluated in the SJIF Journals Master List evaluation process
SJIF 2026 = 5.147

SJIF (A division of InnoSpace)

SJIFactor Project Manager
International Advisory Services
INNOSPACE INTERNATIONAL

SJIFactor Project

HAL science ouverte	https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/1529502
ISSN INTERNATIONAL STANDARD SERIAL NUMBER INTERNATIONAL CENTRE	https://portal.issn.org/resource/ISSN-L/3105-8485

ÉDITORIAL

Ce troisième numéro de *Perspectives Plurielles* prolonge la dynamique éditoriale amorcée en décembre 2025 et confirme la vitalité d'un projet scientifique pluridisciplinaire désormais solidement établi. L'ampleur des contributions reçues, la diversité des laboratoires et des institutions représentés, ainsi que l'exigence maintenue de l'évaluation par les pairs ont conduit le comité de rédaction à reconduire, en l'approfondissant, le choix opéré lors de la précédente livraison : le numéro paraît en deux tomes, le second se déployant lui-même en deux séries. Cette architecture respecte l'identité de chaque grand champ disciplinaire tout en préservant l'unité d'un projet résolument intégratif.

Le Tome I rassemble les travaux relevant des Arts, Lettres et Langues : littératures africaine, francophone, hispanique et anglophone, sémiotique, sociolinguistique et analyse du discours, didactique des langues, lexicologie et terminologie, études culturelles et postcoloniales. Le Tome II, consacré aux Sciences Humaines et Sociales, se déploie en deux séries. La série 1, « Territoires, sociétés et développement », réunit les recherches en géographie humaine et physique, en aménagement du territoire, en sociologie, en économie et en développement. La série 2, « Savoirs, éducation et représentations », accueille les sciences de l'éducation, la psychologie, les sciences de la communication, la philosophie, l'histoire, l'anthropologie et les études culturelles.

La diversité des terrains étudiés : Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Mali, Togo, Guinée, Niger, Cameroun, Gabon, République du Congo et République démocratique du Congo, illustre la portée continentale de cette livraison. Plusieurs lignes de force s'en dégagent : la résilience environnementale et sanitaire des territoires, les recompositions urbaines et foncières, la gouvernance des ressources naturelles et des biens communs, l'inscription du numérique dans les pratiques sociales et politiques, les transformations des systèmes éducatifs, ainsi que la place des savoirs endogènes dans la régulation des sociétés contemporaines.

Le comité de rédaction adresse sa profonde reconnaissance aux auteurs, aux évaluateurs et au comité scientifique, ainsi qu'à l'UFR Communication et Société de l'Université Alassane Ouattara, partenaire fidèle de cette aventure. Que ce numéro confirme Perspectives Plurielles comme un espace de référence où s'élaborent, en dialogue, des savoirs ouverts sur les sociétés contemporaines et leurs mutations.

Bonne lecture.

Le Comité de rédaction

COMITÉ DE RÉDACTION

Directeur de Publication :
M. Konan Thiery St Urbain YEBOUE, Maître de Conférences

Secrétariat de rédaction

Dr (MC) KANGA Kouakou Hermann Michel, Université Alassane Ouattara
Dr (MC) YOMAN N'goh Koffi Michael, Université Alassane Ouattara
Dr (MC) KOUAMÉ Koaténin, Université Alassane Ouattara
Dr KONAN Aya Suzanne, Université Alassane Ouattara
Dr AKABLAH Tchoumou Léopold, Université Alassane Ouattara
Dr Kouamé Alain SARAKA, Université Alassane Ouattara
Dr Kanhoun Baudelaire KOUAME, Université Alassane Ouattara
Dr Kouakou Camille GOLI, Université Alassane Ouattara

Comité Scientifique et de Lecture :

Prof. Lazare Marcelin POAME, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. Pierre KAMDEM, Université de Poitiers, France ;
Prof. Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. (Dir. Rech.) Kouadio Raphaël OURA, Université Alassane Ouattara-CRD, Côte d'Ivoire ;
Prof. Atta Jacob BRINDOUMI, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. SOW Ndioro, Université Gaston Berger, Sénégal ;
Prof. Fabio VITI, Université Aix-Marseille, France ;
Prof. François LAMBOTTE, Université Catholique de Louvain, Belgique
Prof. Konan Arsène KANGA, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Prof. Kacou GOA, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire ;
Prof. Yao Jean-Aimé ASSUE, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.
Prof. Eveno Emmanuel, Université Toulouse Jean-Jaurès, France ;
Prof. Kouakou Désiré M'BRAH, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.
Prof. Göbel Christof, Universidad Autónoma Metropolitana de Mexico, Mexique ;
Dr (MC) Kouassi Ernest YAO, Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Jean Joêl BAHI, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Dhédé Paul Éric KOUAMÉ, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Yao Jean Julius KOFFI, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Adjoua Pamela N'GUESSAN, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Abiba DIARRASSOUBA, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Koffi Syntor KONAN, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Ehua Manzan Monique BEIRA, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;
Dr (MC) Konan Hubert KOUADIO, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

SOMMAIRE

Géographie, environnement et aménagement du territoire

KROUBA Gagaho Débora Isabelle

1. Cartographie des zones à risque de bilharziose urinaire par télédétection et SIG dans la région du Lôh-Djiboua (Centre-Ouest ivoirien) 1-15

KOUADIO Datté Anderson et FROUMAN Ouattarra Bourahima

2. Mobilité transfrontalière et échanges informels dans les espaces frontaliers ivoiro-ghanéens : dynamiques spatiales et enjeux de régulation 16-32

GUEDE One Enoc

3. Territoires des confrontations du bloc américano-israélien contre l'Iran et défis de résolution des tensions 33-46

FAYE Cheikh Ahmed Tidiane

4. Influence des aménagements anthropiques sur l'évolution du trait de côte dans la baie de Dakar : analyse morphodynamique de la plage de Bel Air (2019-2024).....47-63

Kouablan N'GUESSAN et Kadjo Simplice Antonio KOUAME

5. Croissance démographique et problématique du logement à Yamoussoukro : la contribution des villages intégrés à la ville dans l'offre foncière et immobilière 64-86

Kopeh Jean-Louis ASSI

6. Le district de Sassandra-Marahoué face à la dégradation de ses terres : une analyse géospatiale avec l'outil Trends.Earth.....87-104

Donatien AMOUSSOU, Djafarou ABDOULAYE et Mouïbatou TOURARE ALI

7. Facteurs déterminants de la dynamique des plantations de palmier à huile dans la commune d'Athiémé au Sud-Bénin.....105-124

Macoura Fatime Diawala KONE et Yao Jean Julius KOFFI

8. Niveau d'offre des ressources dans les structures sanitaires dites « médico-scolaires » dans la ville de Bouaké 125-143

Gonkanou Marius ZRAN et Bi Tiécoura Jean Arnaud Jaurès IRIE

9. Commercialisation des produits halieutiques et diversification des moyens d'existence des femmes rurales à l'Ouest de la Côte d'Ivoire dans le département de Zouan-Hounien.....144-158

Marius MASSALA MBINDZOUKOU, Bruno NKOUMAKALI et Luckin OBIANG OBIANG

10. Occupation du sol et identification des cultures agricoles à partir des algorithmes d'apprentissage automatique.....159-175

Daniel GOMIS, Baba SEYE, Mamadou DIOP et Mouhamadou Bassirou DIALLO

11. Perceptions des pêcheurs sur les interactions entre les oiseaux et la pêche : entre indicateurs, dynamique et menaces. Cas des quais de pêche de Yoff, Ouakam et Ngor (Dakar, Sénégal) 176-189

N'Guessan Fabrice YAO et Bi Tchan André DOHO

12. Gouvernance urbaine et dynamique des modes de mobilité informels de desserte des quartiers Andokoi 3 et Sagbé Nord (commune d'Abobo, Côte d'Ivoire) 190-204

Yaya DIALLO et Issa MBALLO

13. Accès à l'eau potable et résilience des populations dans la périphérie Est de la ville de Kolda (Sud-Sénégal) 205-220

MPEA ESSIE Princil et LONDESSOKO DOKONDA Rolchy Gonalth

14. Accès à l'électricité et dynamique sociale des villes secondaires du département de la Cuvette (République du Congo) 221-236

N'GUESSAN Kouakou Firmain

15. Gouverner l'espace partagé : divagation des animaux et tensions urbaines à San Pedro (Côte d'Ivoire).....237-254

YAO Konan Bérenger, KAKOU Ehounou Olivier et ASSUÉ Yao Jean-Aimé

16. Crise du personnel enseignant et performance scolaire : le cas de l'Inspection de Raviart en Côte d'Ivoire.....255-272

Moussa COULIBALY, Nafolo Drissa YEO et Mohamed Zanga OUATTARA

17. Insalubrité, révélateur de dégradation de l'environnement et risques sanitaires au quartier Dioulabougou dans la ville de Zuénoula.....273-290

ADOMON Abodou Athanase et OUIZAN Bi Zalié Privat

18. Gouvernance locale et participation citoyenne en Côte d'Ivoire : le paradoxe d'une implication citoyenne à Soubré 291-307

Marguerite KASSOGUE et Moussa dit Martin TESSOUGUE

19. Commerce et abattage de volailles sur les marchés, en commune V, du district de Bamako (Mali).....308-326

DIOMANDE Soualiho, SORO Zié Gédéon et DJETE Kousso Débora

20. Le modèle AVCD à l'épreuve de la conservation durable dans l'Ouest ivoirien : défis et perspectives pour les parcs nationaux du mont Sangbé et du mont Péko 327-344

Ousmane DIOUF et Mouhamadou Bassirou SECK

21. Gouvernance communautaire et vulnérabilité socio-économique face à l'invasion du *Typha australis* dans la Réserve naturelle communautaire de Tocc-Tocc (delta du fleuve Sénégal) 345-360

BISSOU Guikahué Daniel

22. Tourism Assets and Rural Tourism Underdevelopment in the Village of Akpoungbou, Côte d'Ivoire.....361-373

SOGBOU-ATIORY Badjo Julienne

23. Pandémie et réalités post-COVID-19 : effets socio-économiques sur les acteurs de la filière cocos, résidents de Jacqueville 374-394

Eveline MAHOUNGOU

24. La dynamique de transfert des cultures maraîchères dans les zones proches de Brazzaville.....395-412

Abdoulaye KANE, Edmée MBAYE, Bonoua FAYE et Famara BODIAN

25. Territoire de Fimela en transition : l'agroécologie et ses enjeux socio-économiques et environnementaux dans les systèmes alimentaires locaux 413-430

SORO Seydou Kadodjomon et GOGOUA Gbamain Éric

26. Conséquences de l'occupation des zones à risques dans la ville de Korhogo (Nord de la Côte d'Ivoire) 431-446

Kouamé Félix N'DRI, Sasso Sidonie Calice YAPI, N'gatta Konan Florentin KOUADIO et Kouassi DONGO

27. Vulnérabilité socio-environnementale et risques sanitaires dans les quartiers informels de Bingerville : une approche socio-géomatique de la contamination fécale 447-463

Richet NKOUBANGO NZOUSSI, Jean-Luc MOUTHOU et Hilarion Bagel MIZHAIRE

28. Les caractéristiques des clôtures parcellaires à Brazzaville (République du Congo).....464-485

Moussa Fadiala BOCOUM

29. Dynamique de la gestion de la forêt classée de Faya au Mali 486-500

Abdoulaye FOFANA, Soumahila BAYO et Sékou DOUMBOUYA

30. Le déficit d'engagement communautaire face à la résurgence d'Ébola à N'Zérékoré (Guinée) 501-516

KOMBIENI M'Bouaré Frédéric, LARE Kongben et SOUROKOU ZAKARI Amidou

31. Effets des pratiques agricoles et approches innovantes pour la sécurisation des berges du bassin versant de la rivière Mékrou au Bénin 517-533

Sociologie, économie et développement

Abdul Sadeck Akim MOUHAMED, Afouda Jacob YABI et Falylath BABAH DAOUDA

32. Le rôle négligé des commerçants dans la circularité alimentaire : revue critique des stratégies de valorisation des invendus maraîchers dans les marchés urbains africains 534-556

KRA Kouamé Chérubin

33. Le « gouassou » dans les marchés vivriers ivoiriens : essai de théorisation d'une pratique marchande de confiance 557-579

Dramane SALAMI et Souléïmane A. ADEKAMBI

34. Impact des modèles de financement agricole mis en place par les systèmes financiers décentralisés sur la productivité agricole au Nord-Bénin 580-596

Judicaël DIAMBOUNAMBATSI, Romaric YENO-AKENDENGUE et G. Goldris ZIGUI-YAO

35. Les « hommes de tout métier » au Gabon : sociologie d'une main-d'œuvre flottante 597-614

OGANTO Kokou Ananzè et YABI Afouda Jacob

36. L'écosystème de financement des entreprises agricoles au Togo 615-635

Francis Pegdewendé YOUGBARÉ et Victor TOUGMA

37. Genre et production scientifique : contraintes et stratégies de femmes chercheures du CNRST (Burkina Faso) 636-654

Boris Olivier GLODE

38. Gouvernance rebelle de 2002 à 2011 et recours à la violence dans les interactions sociales à Bouaké depuis 2011.....655-669

Wilfried BIVEGHE BI NDONG et Jean-Emery ETOUGHE-EFE

39. Le travail de la chefferie villageoise au Gabon : une socio-anthropologie des activités quotidiennes des chefs de village 670-684

OLATAYO Olatundé Ludovic, KONAN Affoué Anabelle Flora et YAO M'Bra N'Goran Marie-Joseph

40. Facteurs socioéconomiques de la commercialisation de la chicha dans la ville de Tengréla.....685-699

ROUAMBA Lydia

41. Genre et personnes déplacées internes vivant hors des sites officiels à Ouagadougou au Burkina Faso.....700-719

Bernard LENO et Ibrahima DIALLO

42. Diagnostic qualitatif d'un modèle de coopération décentralisée en Guinée : l'exemple de la commune urbaine de Labé et la Communauté d'agglomération du Sud-Est toulousain (SICOVAL) 720-739

BAH Nomansou Serge et KONE Moussa

43. Pouvoirs publics et instauration de la vidéosurveillance aux examens du baccalauréat dans la commune de Bouaké (région du Gbêkê, Côte d'Ivoire).....740-754

Matiéyendou KOMBATE et Adoté Akué AKPABIE

44. Le cancer à l'épreuve du pluralisme médical : représentations sociales, parcours thérapeutiques et dissimulation des pratiques parallèles au Togo 755-777

N'DRIN Dhaibout Romuald et BOUMI Minkalokeu Léonce

45. Construction sociale de l'orientation scolaire et professionnelle des jeunes à Abidjan : entre dispositif institutionnel et stratégies parentales 778-793

Zalissa WANGA et Bowendsom Claudine Valérie ROUAMBA/OUEDRAOGO

46. Commerce transfrontalier au Burkina Faso : une analyse des difficultés rencontrées par les femmes 794-810

ISSN : 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)
https://perspectivesplurielles.net/

COMMERCIALISATION DES PRODUITS HALIEUTIQUES ET DIVERSIFICATION DES MOYENS D'EXISTENCE DES FEMMES RURALES À L'OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE DÉPARTEMENT DE ZOUAN-HOUNIEN

MARKETING OF FISHERY PRODUCTS AND DIVERSIFICATION OF RURAL WOMEN'S LIVELIHOODS IN THE ZOUAN-HOUNIEN DEPARTMENT (WESTERN CÔTE D'IVOIRE)

Gonkanou Marius ZRAN
Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan / Institut de géographie tropicale (Côte d'Ivoire)
E-mail : zran.marius@yahoo.fr

Bi Tiécoura Jean Arnaud Jaurès IRIE
Doctorant, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan / Institut de géographie tropicale (Côte d'Ivoire)
E-mail : Jeanirie754@gmail.com

Résumé : *La question de la diversification des moyens d'existence des femmes rurales grâce à la commercialisation des produits halieutiques dans le Département de Zouan-Hounien demeure une problématique pertinente. En effet, le commerce des produits halieutiques est une activité très importante des femmes rurales en Côte d'Ivoire. L'éloignement de la région par rapport au principal pôle structurant et des grands bassins de production halieutique suggère de reconsidérer la contribution des pêcheries locales à la diversification des moyens d'existence des femmes rurales. L'objectif visé par la présente réflexion est d'analyser la contribution des produits halieutiques à la diversification des moyens d'existence des femmes rurales. La méthode de collecte de données s'articule autour de la tenue d'entretiens avec les commerçantes des produits halieutiques, d'observations directes de terrain et de la recherche documentaire. Il ressort de cette étude que la commercialisation des produits halieutiques contribue à la diversification des moyens d'existence des femmes dans le Département de Zouan-Hounien. Les productions des localités de Téapleu, Yèleu, assurent l'approvisionnement des principaux centres urbains que sont Zouan-Hounien et Danané, tandis que les pêcheries traditionnelles alimentent les zones rurales.*

Mots-clés : *commercialisation des produits halieutiques, moyens d'existence, femmes rurales, Zouan-Hounien, Côte d'Ivoire*

Abstract: *Marketing of Fishery Products and Diversification of Rural Women's Livelihoods in Western Cote d'Ivoire: the Case of the Zouan-Hounien Department. The issue of diversifying rural women's livelihoods through the marketing of fishery products in the Zouan-Hounien Department remains a relevant research concern. Indeed, the trade in fishery products is a highly important economic activity for rural women. The geographical remoteness of the region from the country's main economic centers and major fish production areas calls for a reassessment of the contribution of local fisheries to the diversification of rural women's livelihoods. The objective of this study is to demonstrate how the marketing of fishery products in the Zouan-Hounien Department contributes to the diversification of rural women's livelihoods. The data collection methodology was based on interviews with fishery product traders, direct field observations, and a review of relevant literature. The findings reveal that the marketing of fishery products in the Zouan-Hounien Department plays a significant role in diversifying the livelihoods of rural women. Fishery production from the localities of Téapleu and Yèleu supplies the main urban centers of Zouan-Hounien and Danané, while traditional fisheries meet the needs of rural communities.*

Keywords: *marketing of fishery products, livelihoods, rural women, Zouan-Hounien, Côte d'Ivoire.*

Introduction

De 2002 à 2011, la Côte d'Ivoire a connu une série de crises militaro-politiques qui a considérablement perturbé les activités économiques. La région Ouest constitue avec le Nord, les zones les plus touchées par cette succession de crises. Les affrontements armés qui ont émaillé cette période ont entraîné les déplacements de populations hors de la région, l'abandon des champs et autres activités et surtout une insécurité généralisée. Il s'en est suivi une hausse du taux de pauvreté et d'insécurité dans la région. Le pays a connu une nette régression avec une paupérisation de plus en plus croissante (G. M. Zran, 2018, p .94). Selon l'enquête de niveau de vie (ENV), réalisée en 2008 par le Ministère d'État, Ministère du Plan et du Développement, le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire est passé de 38,4 % en 2002 à 48,9 % en 2008 soit une augmentation de plus de 10 points de pourcentage en moins d'une décennie avec des disparités régionales (ENV, 2008, p. 6). Le DSRP (2009, p.1) indique qu'en l'espace d'une génération, le nombre de pauvres a été multiplié par 10 (incidence de 10 % en 1985 ; 36,8 % en 1995 ; 33,6 % en 1998 ; 38,4 % en 2002 ; 48,9 % en 2008). Le pôle de développement nord connaît la plus forte détérioration avec un taux de pauvreté estimé en 2008 à 77,3 % contre 40, 3 % en 2002 (ENV,2008 p.15). Ce pôle est suivi par celui de l'Ouest (63,2 %) (ENV,2008 p. 15). La même enquête indique que la pauvreté est plus accentuée en milieu rural qu'en milieu urbain. Le taux de pauvreté est passé de 4 9 % en 2002 à 62,4 5 % en 2008 en milieu rural contre 24, 5 % et 29,4 5 % sur la même période en milieu urbain (ENV, 2008, p. 8). Selon le PAM et la FAO, en 2006 la situation alimentaire était particulièrement précaire dans les régions du moyen Cavally et des montagnes situées dans l'extrême ouest de la Côte d'Ivoire (G. M. Zran, 2018, p .94). En 2013, une étude réalisée conjointement par le PAM, la FAO et le Ministère de l'agriculture indique que la prévalence de l'insécurité alimentaire globale (modérée et sévère) est de 20 % dans le district des montagnes qui comprend les régions du Moyen Cavally, du Guémon et du Tonkpi. Cette partie du territoire ivoirien constitue un important bassin de production agricole. Le café et le cacao y sont les principales cultures pratiquées et sont la première source de revenu des masses paysannes. La région regorge en plus d'un vaste réseau hydrographique fait de fleuves et rivières qui font l'objet d'une exploitation halieutique. Selon le groupe d'experts de haut niveau (2014) cité par (G. M. Zran, 2018, p .22), la pêche a souvent été arbitrairement séparée des autres segments des systèmes alimentaires et agricoles dans les études, débats et la prise de décision en matière de diversification des moyens d'existence.

La densité du réseau hydrographique observée dans la région des montagnes, sa proximité aux zones d'habitations et son exploitation à des fins halieutiques pourrait faire de la pêche locale une importante source d'approvisionnement des populations en protéines animales. Elle se présente de ce fait comme une activité pouvant contribuer à la diversification des moyens d'existence des femmes rurales

dans le département de Zouan-Hounien grâce au commerce du poisson. D'où la question de savoir comment la commercialisation des produits halieutiques contribue-elle à la diversification des moyens d'existence des femmes rurales dans le département de Zouan-Hounien ?

L'objectif de cette étude est d'analyser la contribution du commerce du poisson à la diversification des moyens d'existence des femmes rurales dans le département de Zouan-Hounien. Cet objectif s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle la commercialisation des produits halieutiques contribue efficacement à la diversification des moyens d'existence des femmes rurales dans le département de Zouan-Hounien grâce aux revenus.

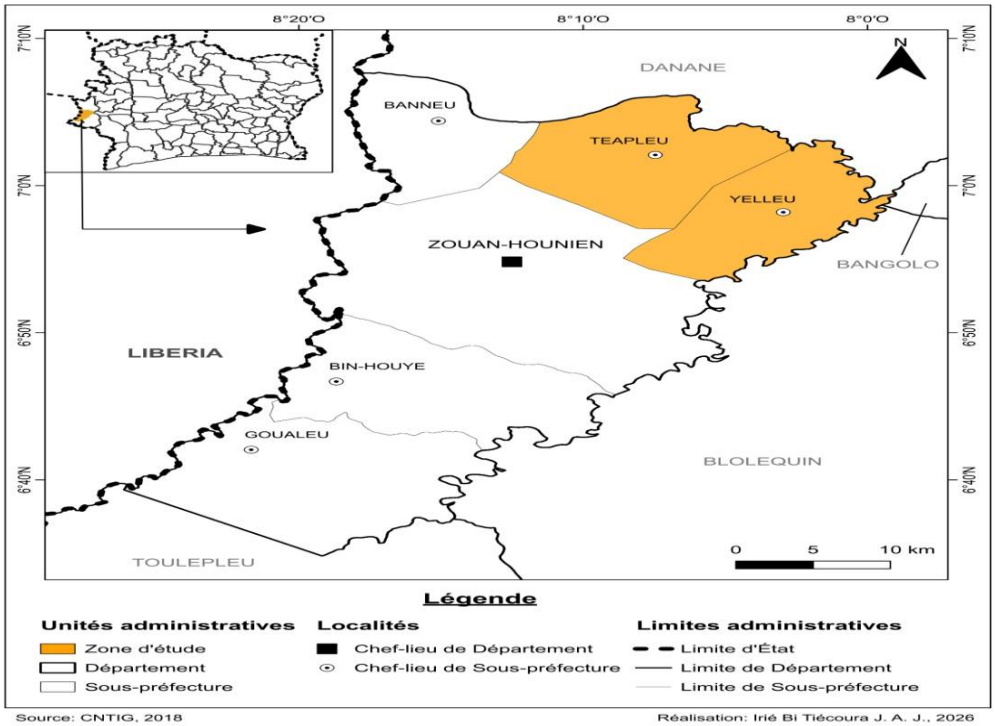
1. Cadre de l'étude et méthode de collecte de données

1.1. Cadre de l'étude

La présente étude a pour cadre spatial le Département de Zouan-Hounien situé dans l'ouest de la Côte d'Ivoire précisément dans la région du Tonkpi dans le District des montagnes à plus de 650Km de la capitale économique qu'est Abidjan. Il est limité à l'ouest par le Liberia et la Guinée, au nord par le département de Danané, à l'est par celui de Bangolo et enfin au sud par les départements de Toulepleu et Bangolo. Le département de Zouan Hounien compte 07 communes et 04 sous-préfectures. Il bénéficie des infrastructures et équipements afférents, ainsi que du cantonnement des eaux et forêts ainsi que de la direction des pêches. La sous-préfecture de Téapleu est une entité administrative située dans le département de Zouan-Hounien, au cœur de la région du Tonkpi, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Avec une superficie de 1 710 km², la sous-préfecture de Téapleu se caractérise par ses délimitations précises : elle est bordée au nord par les sous-préfectures de Seileu et Zonneu, au sud par celle de Zouan-Hounien, à l'est par Banneu et à l'ouest par Yèleu. La sous-préfecture de Yèleu est limitée au Nord par la sous-préfecture de Zonneu, au Sud par la sous-préfecture de Blolequin, à l'Est par la sous-préfecture de Zou et à l'Ouest par celle de Téapleu (voir la figure 1). Le département de Zouan-Hounien et ses sous-préfectures Téapleu et Yèleu appartiennent à la région du Tonkpi. Cette appartenance à la région du Tonkpi leur confère des caractéristiques spécifiques : Un relief très accidenté. L'une des caractéristiques majeures de la région des montagnes réside dans des accidents du relief où alternent sans ligne directrice précise des sommets, des dômes, des chaînons, mais aussi des vallées encaissées et étroites. Une pluviométrie abondante. De toutes les régions du pays, la région des montagnes demeure la plus arrosée. On y observe des hauteurs de pluies annuelles atteignant les 2000mm. On note une population à majorité autochtone Dan à laquelle est venue s'ajouter des populations allogènes et allochtones. Au dernier recensement de la population de 2021, le département de Zouan-Hounien compte 250 938 habitants (RGPH, 2021, p. 19). La sous-préfecture de Téapleu a une population estimée à 42 814 habitants (RGPH, 2021, p. 19) et la

sous-préfecture de Yèleu abrite une population cosmopolite de 15 586 habitants (RGPH, 2021, p. 19). Cette population est essentiellement agricole. Elle cultive le café et le cacao dont la région fait partie des principaux bassins de production au plan national. Depuis quelques années, on assiste à l'émergence de l'hévéaculture dont le développement est encouragé par les cadres de la région. L'agriculture vivrière y est également très développée avec les cultures comme le riz, le manioc, la banane, les légumes, etc. Au total, les deux sous-préfectures ont en commun un même groupe socio ethnique et culturel qui constitue une zone homogène en dépit des nombreux découpages administratifs qui sont effectués. De par ses caractéristiques physiques, il regorge de potentiels halieutiques importants. Cependant, la prédominance de l'économie de plantation ne permet pas toujours une exploitation efficiente de ce potentiel halieutique dont les produits sont très appréciés par la population locale.

Figure 1 : Carte de présentation de la zone d'étude



1.2. Méthodes de collecte de données

La collecte de données dans le cadre de cette étude s'est faite à travers plusieurs méthodes. Dans un premier temps nous avons eu recours à la recherche documentaire qui nous a permis de disposer des statistiques de production halieutique, des données sur l'état de la sécurité alimentaire et la pauvreté dans la région, sur les potentialités halieutiques dont dispose la zone d'étude et enfin des interrelations entre la pêche et la diversification des moyens d'existence. Ensuite, il y a eu la phase d'observation directe sur le terrain. Elle s'est faite à travers quatre visites effectuées au cours de l'année 2025. Elle a permis d'identifier les principaux

points de débarquement des produits de pêche, leur destination et l'ampleur de l'activité dans les sous-préfectures. Enfin, nous avons réalisé une série d'entretiens avec les mareyeuses et les commerçantes en novembre. La sous-préfecture de Yèleu et celle de Téapleu ont été les sites d'enquête auprès des commerçantes et mareyeuses. C'est un choix empirique basé sur l'état des connaissances de la pêche du Département. Au total 54 femmes ont fait l'objet d'entretiens dans le cadre de cette étude. Le tableau 1 présente l'Échantillon des mareyeuses.

Tableau 1 : Échantillon des mareyeuses retenues par secteur

SECTEURS	Épouse des pêcheurs	Autres	TOTAL
Téapleu	08	13	21
Yèleu	16	17	33
TOTAL	24	30	54

Source : enquête personnelle, 2025

Nous distinguons deux catégories de mareyeuses : les grossistes, qui sont les épouses de pêcheurs, et les détaillantes.

2. Résultats

2.1. Les moyens d'existence des femmes rurales

D'après R. Chambers et G. Conway (1992), cités par A. Fassio (2017, p. 5), un moyen d'existence comprend les capacités, les actifs (stocks, ressources, revendications et accès) et les activités requises pour un mode de vie ; un moyen d'existence est durable lorsqu'il peut faire face et se remettre du stress et des chocs, maintenir ou accroître ses capacités et ses actifs, fournir des possibilités de subsistance durables pour la prochaine génération et contribuer à des bénéfices nets pour d'autres moyens d'existence au niveau local et mondial à court et long terme

Les principaux moyens d'existence sont l'agriculture, le commerce, l'élevage, la pêche et le transport. L'agriculture est la plus dominante. Le tableau 2 présente les productions des cultures de rente dans le département de Guiglo en 2013. Ces chiffres prennent en compte toutes les productions du district des Montagnes dont fait partie Zouan-Hounien.

Tableau 2 : Productions des cultures de rente dans le département de Guiglo en 2013

Désignation	Nombre d'exploitants	Superficie (ha)	Produits (t)
Café	9 143	16 342	3 431,5
Cacao	11 238	26 486	9 263,4
Hévéa	531	715	214 ,5
Banane plantain	226	130	2 080
Igname	3 250	1 925	28 875
Manioc	1 681	420	5 460
Riz	15 432	14 341	37 157

Source : Rapport annuel 2013 de la préfecture de Guiglo

À l'image du tableau 2, les femmes sont à la base des agricultrices et leurs principales activités sont : le café, le cacao, l'hévéa, la banane plantin, l'igname, le manioc et le riz qu'elles produisent avec leurs conjoints. Mais ces activités sont produites de façon périodique et ne parviennent pas à couvrir tous les besoins. Raison pour laquelle et elles se rattachent au commerce du poisson pour diversifier leurs moyens d'existence grâce aux revenus.

2.2. Les types de pêche

2.2.1. La pêche traditionnelle

Elle est le fait de populations rurales essentiellement agricoles. Elle se pratique dans le Cavally et les eaux secondaires avec un outillage assez rudimentaire (lignes à hameçons, nasses, harpons et filets maillants). En principe, les produits issus de cette pêche sont destinés à l'autoconsommation. Mais dans les faits, une proportion importante (70 %) de la production est commercialisée. La quasi-totalité de la production (100%) féminine est destinée l'autoconsommation (environ 2, 800 Tonnes par an). En effet, compte tenu des difficultés financières accentuées au cours de la période favorable à la pêche traditionnelle, les pêcheurs préfèrent écouler la grande partie de celle-ci afin de pouvoir faire face aux autres charges du ménage (achat de riz, de pétrole lampant, de vêtements etc.). Monsieur BASSEU Mincapieu Hubert un pêcheur du village de Yèleu affirme : « Pendant la période de soudure, c'est avec l'argent issu de la pêche traditionnelle que nous achetons la nourriture et le pétrole. ». La pêche traditionnelle est une activité très répandue dans le Département. Dans tous les villages qui ont des terroirs aquatiques, on note une présence de l'activité de pêche. L'abondance des cours d'eau et la maîtrise des techniques de pêche par les populations expliquent l'ampleur de cette pratique dans la région. On distingue une pêche traditionnelle typiquement féminine en marge de pêcheries exclusivement masculines caractérisées par l'usage d'une gamme variée d'engins et techniques de pêche. La planche photographique 1 présente une pêcheuse traditionnelle et son panier fait à base de raphia tissé à la main qui sert de sac lorsque le poisson est pêché.

Planche 1 : Corbeilles de stockage et barrage à nasses

Photo 1 : Corbeilles destinées au stockage de poissons

Photo 2 : Barrage à nasses sur un bras de rivière

Crédits photographiques : Irié, novembre 2025

Planche photographique 1 présente deux photos. La photo 1 présente une femme tenant une corbeille destinée au stockage de poissons dans le village de Souampleu dans le secteur de Yèleu. La photo 2 présente un barrage sur une rivière dans le village de Souampleu. Après la capture, le poisson est mis dans la corbeille. La pêche féminine traditionnelle se pratique en groupe pendant l'étiage. Les femmes assèchent les rivières et marais et procèdent à la capture des poissons à l'aide de filets tissés à partir de fibre de raphia. La quasi-totalité de la production est destinée à la consommation du ménage. A la différence de la production masculine qui est en grande partie (70 %) commercialisée. Les barrages à nasses servent à piéger les poissons lorsque ces derniers remontent les cours d'eau. Leur forte productivité liée à la possibilité d'y fixer plusieurs nasses à la fois est à la base de leur large utilisation.

2.2.2. La pêche artisanale

Le Département de Zouan-Hounien abrite une importante communauté de pêcheurs artisans à majorité autochtones, essentiellement les Yacouba et on y trouve également les Bozos essentiellement d'origine malienne. En tenant compte des statistiques des services des pêches et des observations de terrain on estime à plus de 300 le nombre d'artisans pêcheurs disséminés sur les plans d'eau du Département. Ils sont très actifs sur le fleuve Cavally ainsi que sur quelques affluents. Les principaux lieux de débarquement sont Yèleu, Lieupleu et Souampleu.

Au total, le tableau synoptique 3 permet de mieux comprendre le déroulement des activités de pêche dans le Département de Zouan-Hounien.

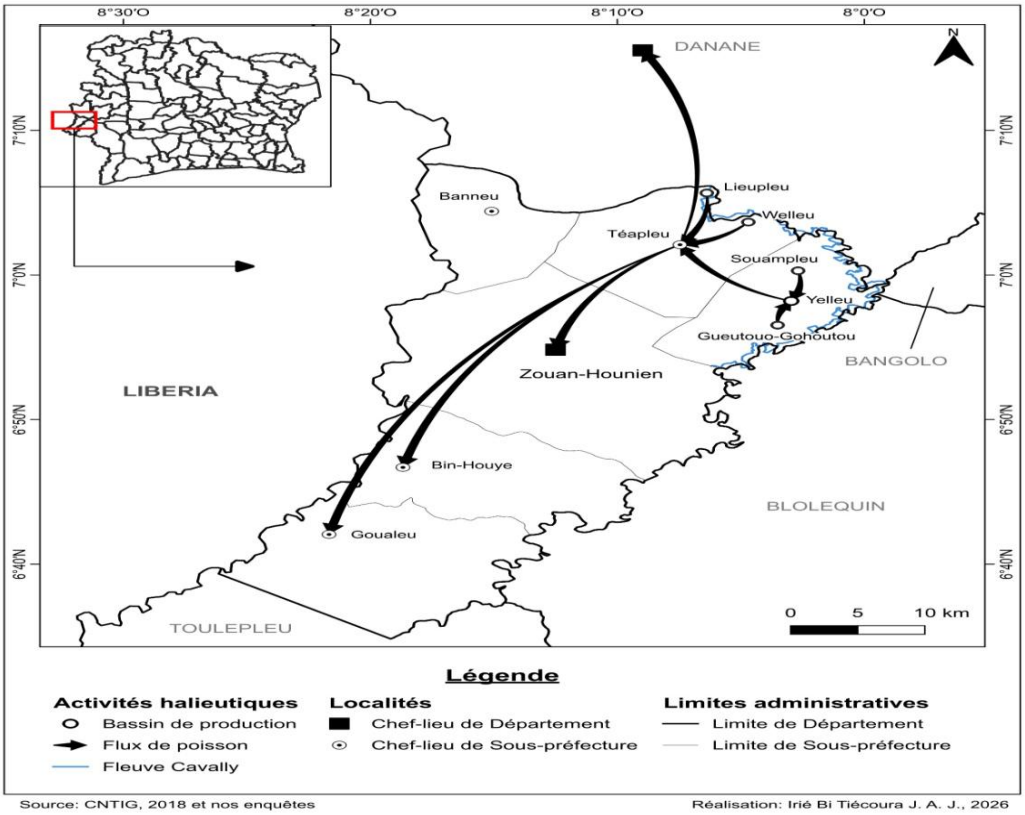
Tableau 3 : Synthèse de l'exploitation halieutique dans le département de Zouan-Hounien

Engins et stratégie de pêche	Période de pêche	Lieux de pêche	Espèces pêchées	Volume (2024-2025)	Valeur (base : 1 kg = 500 F CFA)
Pêche au barrage	Août – Février ; Août – Septembre	Rivières ; Fleuves	Toutes les espèces présentes Écrevisses	1,250 Tonnes	625000 FCFA
Pêche aux filets	Octobre – Juillet Juillet – Octobre Février – Avril	Fleuves Rivières Fleuves	Toutes les espèces présentes	4,600 Tonnes	2300000 FCFA
Pêche aux lignes	De Juin à Janvier	Fleuves ; Rivières ; Lacs	Silure, Cameroun, brochet, Mâchoirons	1,100 Tonnes	550000 FCFA
Pêche aux nasses	Août – Avril ; Août – Février	Fleuves Rivières ; Rizières	Toutes les espèces présentes	2, 800 Tonnes	1400000 FCFA
Les enclos	Août - Janvier	Rivières	Silures essentiellement	2,510 Tonnes	1255000 FCFA

Source : Nos observations de terrain, 2025

Après les premiers points de vente que constituent les villages et les campements de pêcheurs, on a ensuite les marchés hebdomadaires au niveau local c'est-à-dire à l'échelle du canton, de la sous-préfecture ou de la tribu. Comme tous les marchés, ceux-ci consacrent la rencontre des vendeurs et des acheteurs. On assiste à un afflux de produits frais ou fumés sur ces différents marchés. Les commerçantes en provenance des villes du département effectuent également le déplacement. Les autres types de clients s'y retrouvent aussi et chacun en fonction de la nature de ses besoins procède à ses achats. Néanmoins, au niveau des marchés hebdomadaires locaux, on distingue deux types de transaction : la vente en gros des produits de pêche par les épouses des pêcheurs et certaines mareyeuses ordinaires aux commerçantes venues de la ville. En général, elles se connaissent assez-bien et sont liées par des contrats commerciaux. À côté de cette vente en gros, il y a la vente aux détails pour le reste des clients qui désirent s'approvisionner en produits de pêche. En effet, le prix de vente des produits de pêche est à la portée de tous. En zone rurale, les prix du poisson varient de 100 à plus de 10 000 F CFA selon l'espèce, la quantité et l'état du produit qui est vendu par pièce ou par tas. Cela permet aux ménages pauvres d'être en mesure de s'en procurer et d'en consommer régulièrement. « Avec juste 200 F CFA on a du poisson pour la préparation de la sauce de la journée pour nous autres qui vivent au village ici ». Dans les centres urbains, les coûts de produits de la pêche locale sont relativement abordables ce qui en fait des produits à la portée de tous les ménages. Les prix sont fixés en fonction de la taille, de la qualité du produit et du nombre (vente par tas). Sur les marchés urbains les tas ou pièces de poissons sont vendu à partir de 500 F CFA. La figure 5 présente la diffusion des flux de produits halieutiques.

Figure 5 : Diffusion des flux de produits halieutiques



Après l'approvisionnement à Yèleu, les commerçantes vont vendre leurs produits à Zouan-Hounien (25%), Danané (25%), Téapleu (25%) et qui représentent les plus grands marchés de poissons. Les localités de Bin-Houyé (15%) et Goueleu (10 %). Les commerçantes gagnent environ 1 000 000 F CFA par an et par personne.

2.3. La contribution de la pêche à la diversification des moyens d'existence des femmes

2.3.1. La relative importance des emplois générés par la pêche artisanale

Les données statistiques relatives aux emplois dans la filière pêche dans la région couvrent uniquement la pêche artisanale et concernent les pêcheurs, les mareyeurs et les commerçants. Il s'agit de rapports d'activités annuelles produits par les directions locales des pêches. Les emplois indirects ne sont pas pris en compte encore moins les acteurs de la pêche traditionnelle. De ce fait, chiffrer les emplois directs et indirects générés par la pêche dans le district des montagnes s'avère hasardeux. Cependant, en se basant sur ces statistiques et les observations de terrain, on peut évaluer à 8 000 le nombre de personnes tributaires de la pêche. La pêche traditionnelle occupe le grand nombre malgré son caractère périodique (G. M. Zran, 2018, p. 30). Cela s'explique par le fait que dans un village sur trois on pratique cette activité.

2.3.2. La contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire

Au-delà de l'apport nutritionnel des produits de pêche, le poisson contribue indirectement à la sécurité alimentaire. En tant qu'activité économique, la pêche génère des revenus. Du fait de leurs différentes activités, les pêcheurs, les mareyeurs, les commerçants perçoivent des gains qui leur permettent de faire face aux besoins de consommation. Les artisans pêcheurs ont des revenus annuels qui oscillent entre 500 000 et 1 000 000 F CFA. Par contre les pêcheurs traditionnels ont des revenus assez modestes qui ne dépassent pas les 500 000 F CFA. Les autres acteurs de la filière (mareyeurs et commerçants) ont également des revenus liés au commerce des produits de pêche qui avoisine 1 000 000 FCFA. Ainsi, avec l'argent issu de la pêche, ces acteurs parviennent à s'offrir des denrées alimentaires pour la consommation des ménages. C'est d'ailleurs ce facteur qui contribue au développement de la pêche traditionnelle dans la région. En effet, la pêche traditionnelle est très active durant la période de soudure tant redoutée en milieu rural. Les acteurs qui s'y adonnent trouvent dans cette activité une source de revenus intermédiaires mais substantiels leur permettant de vivre décemment tout au long de cette période marquée par la faible circulation de flux financiers. Dans le département de Zouan-Hounien, le poisson silure est désigné par l'appellation « cacao noir » du fait de son importance en termes de revenus monétaire qu'il assure aux acteurs de la pêche dans la zone.

2.3.3. Les investissements réalisés par les commerçantes

En ce qui concerne les mareyeuses et les commerçantes, hormis les dépenses liées au fonctionnement de leurs activités (transport, taxes diverses, etc.), les revenus sont utilisés pour la satisfaction de leurs besoins quotidiens : dépenses liées au ménage, achat d'effets vestimentaires et divers. Comme l'atteste Madame GOGONE à Yèleu : *« je peux avoir plus de 1 000 000 de F CFA par an dans le commerce du poisson et ce commerce me permet de prendre en charge ma famille : assure la nourriture, la santé, l'éducation des enfants. C'est une activité rentable et je la ferai à vie »*. Dans la sous-préfecture de Téapleu, Madame ZIN Lucie affirme ceci : *« grâce au commerce du poisson, nous avons pu créer des plantations de café et cacao »*.

Les images suivantes montrent les investissements des commerçantes dans les sous-préfectures de Téapleu et Yèleu.

Planche 2 : Investissements des commerçantes dans l'immobilier et l'élevage de porcs

Photo 3 : Investissement d'une commerçante dans l'immobilier

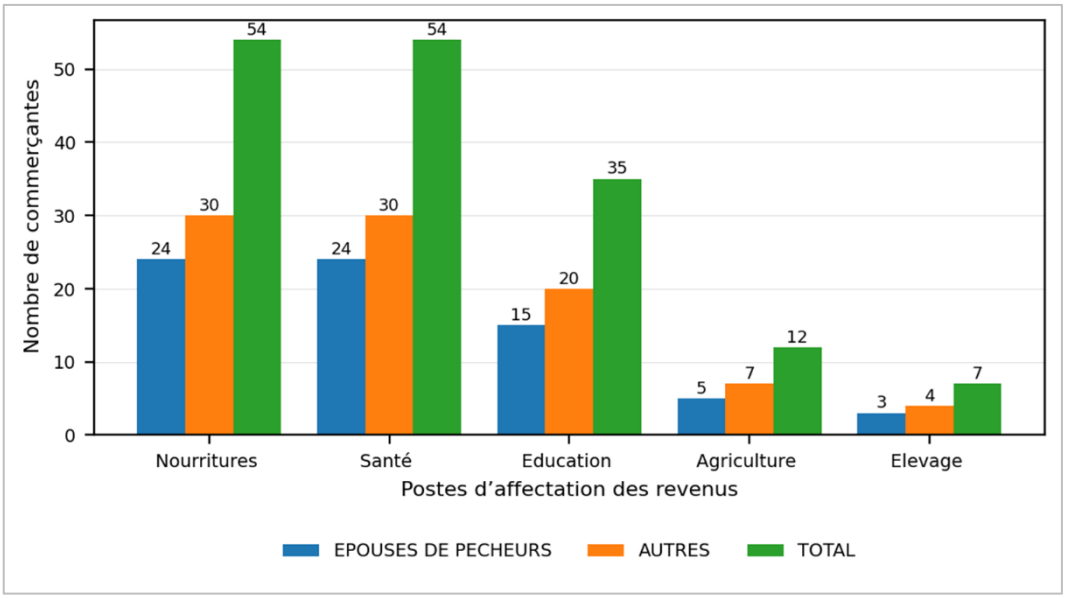
Photo 4 : Investissement d'une commerçante dans l'élevage de porcs

Crédits photographiques : Irié, novembre 2025

La planche photographique 2 présente les investissements des commerçantes dans l'immobilier et dans l'élevage. C'est grâce au revenu du commerce de poisson qu'elles ont réalisé ces deux projets. Elles investissent ainsi dans l'immobilier, qui relève du capital physique, et dans l'élevage de porcs traditionnel, qui relève du capital financier.

Au-delà de ces deux investissements, la figure 6 précise la part des commerçantes qui affectent une partie de leurs revenus à chacun des grands postes de dépense du ménage.

Figure 6 : Autres utilisations des revenus par les commerçantes



Source : Nos enquêtes, novembre 2025

La figure 6 donne, pour chacun des cinq postes de dépense, la part des commerçantes qui déclarent y affecter une partie de leurs revenus. La question admettant plusieurs réponses, ces parts se lisent séparément et ne s'additionnent pas

: elles rapportent le nombre de citations à l'effectif de chaque groupe, soit 24 épouses de pêcheurs, 30 autres commerçantes et 54 enquêtées au total. La nourriture et la santé sont citées par 100 % des commerçantes, dans les deux groupes sans exception. L'éducation suit avec 65 % de l'ensemble, soit 62 % des épouses de pêcheurs et 67 % des autres commerçantes. Les investissements productifs restent en retrait : 22 % pour l'agriculture, 13 % pour l'élevage. Deux enseignements se dégagent. D'abord, la hiérarchie des affectations est identique dans les deux groupes et les écarts n'y dépassent jamais cinq points : le statut matrimonial ne différencie donc pas les usages du revenu, et c'est l'activité commerciale elle-même, non l'appartenance au milieu de la pêche, qui structure les arbitrages. Ensuite, les revenus servent d'abord la reproduction du ménage (se nourrir, se soigner, scolariser) avant d'alimenter l'accumulation : les trois premiers postes sont cités par la majorité des commerçantes, les deux derniers par moins d'un quart d'entre elles. La diversification des moyens d'existence passe ainsi moins par un redéploiement vers d'autres activités productives que par la sécurisation des besoins essentiels du ménage.

Ces affectations recouvrent les différentes formes de capital. Les femmes dans les sous-préfectures de Téapleu et Yèleu investissent dans l'éducation de leurs enfants (capital humain), poste que citent près des deux tiers de l'échantillon. Elles s'occupent de la moitié de la scolarité et leurs époux s'occupent du reste. En outre, elles contribuent à assurer les frais des soins de santé d'elles-mêmes (poste cité par la totalité des enquêtées), puis de leurs familles. Elles consacrent également une part de leurs gains aux frais de nourriture et à l'agriculture (capital naturel), citée par une commerçante sur cinq.

Discussion

L'analyse de l'impact de la pêche sur la diversification des moyens d'existence des femmes a fait l'objet de nombreux travaux. En 1968, Lassarat (1968) cité par P. K. Anoh (2007, p. 117) tentait une estimation de la population ivoirienne vivant directement de la pêche et avançait le chiffre de 57 900 personnes. Le fumage occupait la population la plus nombreuse, selon P. K. Anoh (2007, p. 117). Ces travaux ignorent cependant les acteurs de la pêche continentale ainsi que ceux des quelques rares exploitations piscicoles de cette époque.À partir de 1975, d'autres auteurs s'intéressent au rôle social des pêches. Avec Berron (1975), cité par P. K. Anoh (2007, p. 118), on apprend par exemple que l'activité de pêche donne « *une possibilité de travailler, de gagner sa vie et d'économiser. Elle va être saisie par une population très diversifiée qui aura accepté d'exercer un métier souvent désagréable, et méprisé pour cela par les mieux pourvus* » cité par P. K. Anoh (2007, p. 117). À Abidjan, il estimait à environ 20 000 le nombre de personnes employées régulièrement aux différents travaux. Près de la moitié d'entre elles était pêcheurs au port de pêche ou en pêche artisanale. Le périmètre d'Abidjan

était peuplé de 5 000 fumeurs de poisson y compris les manœuvres de four et les marchands de bois qui seraient tous originaires du Niger où ils retournent une fois tous les 3 à 4 ans. Les vendeurs recensés sur les différents marchés de la ville étaient au nombre de 2 200 et se répartissaient entre Maliens (2 3 %), Ivoiriens (19,5 %), Nigériens et Voltaïques (1 5 % chacun), Sénégalais (13 %), Guinéens (10 %) et quelques Ghanéens (3 %). L'essentiel des effectifs ivoiriens serait constitué de femmes pour qui le commerce représentait une activité normale dont les bénéfices leur revenaient en propre. S'agissant des nombreux villages lagunaires, il est rapporté par Berron (1975) cité par P. K. Anoh (2007, p. 118) que « *La plupart comptent entre 50 et 500 pêcheurs, une partie de ces pêcheurs pouvant d'ailleurs être absents du village et occupés à exploiter des champs de pêches plus riches à partir de campements provisoires* ». D'ailleurs, Akroman (1980) cité par P. K. Anoh (2007, p. 118) observait que la pêche représentait l'une des activités traditionnelles les plus anciennes et faisait vivre de nombreux riverains en leur assurant des revenus non négligeables grâce à la commercialisation du surplus de la production. Ce qui confirme nos résultats, selon P. K. Anoh (2007, p. 118). La fonction d'activité pourvoyeuse d'emploi de la pêche artisanale était également relevée par Weigel (1985) cité par P. K. Anoh (2007, p. 118), qui constatait que « *la pêche collective assure de nombreux emplois en aval (fumage et commercialisation) grâce au tonnage capturé* ». Une évaluation faite par la FAO (1985) estimait le nombre d'acteurs dans la pêche lagunaire à 12 000 dont 6 000 pour les activités de production et 6 000 pour la transformation et la commercialisation. Relativement au cas spécifique de la lagune Aby, il était recensé 864 pêcheurs individuels, 994 pêcheurs à la senne de plage et 420 pêcheurs à la senne tournante. Quant au nombre de fumeuses, il était estimé à 1 600 personnes. Ce sont des conclusions auxquelles nous sommes parvenus. La pêche procure la nourriture et les revenus qui permettent aux populations d'être en sécurité alimentaire. Elle constitue pour les populations rurales vulnérables une activité d'appoint qui contribue à assurer aux ménages l'accès au minimum vital pour vivre. Béné et al. (2009a), cités par G. M. Zran (2018, p. 104), sont parvenus à des conclusions similaires. Pour eux, l'une des contributions essentielles du poisson à la sécurité alimentaire découle de sa fonction de « production de rapport » pour les communautés qui en dépendent. Des revenus et des emplois sont générés tout au long de la chaine alimentaire du poisson. Pour le World Fish Center (2005), cité par G. M. Zran (2018, p. 104), la transformation et le commerce du poisson sont des sources importantes de revenus permettant aux ménages d'acheter d'autres aliments. Globalement, la pêche artisanale représente une source importante quoique souvent sous-évaluée, d'emploi, de sécurité alimentaire et de revenu surtout en milieu rural (Eide et Raakjer, 2011, cités par G. M. Zran (2018, p. 104). Dans les pays en développement, la production de la pêche artisanale représente pour les populations de pêcheurs l'une des principales sources de produits animaux voire la plus importante, apportant à la fois des protéines de haute qualité et des

micronutriments essentiels (Kawarazuka et Béné, 2011, cités par G. M. Zran, 2018, p. 106). « Aliments riches pour populations pauvres » le poisson peut faire beaucoup pour améliorer la sécurité de l'Afrique et le statut nutritionnel de sa population (World Fish Center, 2005, cité par G. M. Zran, 2018, p. 105). Au niveau des ménages, la contribution de la pêche artisanale et traditionnelle à la consommation des ménages ruraux est souvent sous-estimée car la production de subsistance est rarement prise en compte dans les statistiques nationales et son importance est souvent méconnue (Béné et al., 2011, cités par G. M. Zran, 2018, p. 106). Les revenus de pêche permettent aux commerçantes de faire des réalisations notamment dans le domaine agricole. Selon Y. Dosso (2018, p. 183), les acteurs du commerce de poissons à Adiaké, notamment les pêcheurs, investissent dans le domaine agricole. La cocoteraie, le manioc et le palmier sont les cultures dans lesquelles ils investissent. Cette assertion confirme nos résultats. Selon G. M. Zran (2011, p. 224) le premier poste d'investissement demeure la création ou l'entretien de plantations parce que la pêche artisanale occupe les trois quarts de leur temps d'activité possible pour une journée. N'ayant donc pas suffisamment de temps à consacrer aux travaux champêtres, ils utilisent l'argent tiré de la pêche pour s'offrir les services des métayers agricoles. Le secteur agricole est celui qui reçoit prioritairement les investissements dans la mesure où l'on se situe dans une région essentiellement agricole. Posséder des parcelles de caféiers ou de cacaoyers est un signe de richesse et d'aisance financière même si dans la réalité cela n'est pas toujours vérifié. Ces assertions confirment nos résultats.

Conclusion

Les femmes disposent de plusieurs moyens d'existence repartis en trois secteurs d'activités que sont le secteur primaire, secondaire et tertiaire. On note deux types de pêche pratiquées dans le département de Zouan-Hounien à savoir la pêche traditionnelle et la pêche artisanale. Grâce aux revenus issus de la commercialisation des produits halieutiques, elle contribue à la diversification des moyens d'existence des femmes. Nous n'avons pas eu accès à celles liées au milieu urbain ce qui constitue une limite du point de vue méthodologique. L'absence de données de prix et de marges, et l'appui de la discussion sur deux sources secondaires. Pour une meilleure intégration de la pêche traditionnelle dans la contribution globale des pêcheries locales, il serait intéressant d'entrevoir des études concernant l'autoconsommation des produits de pêche par les femmes. Enfin la nécessité d'une étude sur le niveau de consommation des produits halieutiques locaux dans le Département permettrait de mieux appréhender la contribution des pêcheries locales à la diversification des moyens d'existence des femmes.

Références bibliographiques

DGATR, *2015, Études monographiques et économiques des districts de Côte d'Ivoire, le district des Montagnes, Avec l'appui financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA*), 351 p.

DOSSO YAYA, *2018, Contribution du commerce du poisson à l'aménagement de l'espace à Sassandra et à Adiaké : deux localités du littoral ouest et est de la Côte d'Ivoire,* Thèse de Doctorat unique, Université FHB de Cocody-Abidjan, 325 p.

FASSIO AXEL, 2017, Promouvoir les moyens d'existence durables, Solidarités International, 25 p.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, 2008, *Enquête sur le niveau de vie des ménages* (ENV, 2008), Octobre 2008

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, 2021, Recensement général de la population et de l'habitation 2021, Abidjan, INS.

KOUASSI ANOH PAUL, 2007, *Pêche, aquaculture et développement en Côte d'Ivoire, thèse de doctorat, Université deNantes, 229 p.*

STRATEGIES DE RELANCE DU DEVELOPPEMENT ET DE REDUCTION DE LA PAUVRETE, 2009, 180 p

ZRAN GONKANOU MARIUS, 2011, Étude géographique de la pêche continentale dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Thèse de Doctorat unique, Université FHB de Cocody-Abidjan, 319 p.

ZRAN GONKANOU MARIUS, 2018, « *Exploitation halieutique et sécurité alimentaire dans l'ouest de la Côte d'Ivoire »,* Gcréa, Abidjan, vol. 39, n° 5, pp. 93-107.